

MOBILISATIONS PARTOUT EN FRANCE
CONTRE LA LOI DARMANIN !



UCIJ2023

APPEL

UNI-ES CONTRE
L'IMMIGRATION
JETABLE

POUR UNE POLITIQUE
MIGRATOIRE
D'ACCUEIL

NOUS REFUSONS LE NOUVEAU PROJET DE LOI ASILE ET IMMIGRATION

Le nouveau projet de loi Asile et Immigration du gouvernement conduit à une négation radicale des droits fondamentaux des migrant-es.

Il a pour objectif de graver dans le marbre et de radicaliser les pratiques préfectorales arbitraires et répressives : systématisation des OQTF et des IRTF, dans la suite des instructions déjà prises pour augmenter les assignations à résidence et le nombre de Centre et Locaux de Rétention Administrative.

Le projet s'inscrit délibérément dans une vision utilitariste et répressive dont témoigne l'obsession des expulsions et l'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées. Les migrant-es sont déshumanisé-es et considéré-es uniquement



comme de la main d'œuvre potentielle, qui n'a droit qu'à des propositions de régularisations précaires, limitées aux métiers dits "en tension".

Alors que la dématérialisation prive de l'accès au séjour de nombreux étranger-es, le droit du séjour et le droit d'asile vont être encore plus restreints.

Le projet prévoit des moyens pour empêcher d'accéder ou

A l'appel du CSM Collectif Solidarité Migrants 01, composé de RESF 01, Ligue des Droits de l'Homme, Cimade, Emmaüs, ATTAC, Small Axes, Union Syndicale Solidaire, CGT Educ'Action, FSU, Cent pour un toit, UCL, NPA, PCF, LFI, PG, Ensemble ! Et des individu(e)s

Les droits protégés par les conventions internationales sont de plus en plus bafoués (asile, droit de vivre en famille, accueil des femmes et des personnes LGBTIA+ victimes de violences...) y compris ceux des enfants (enfermement, non-respect de la présomption de minorité, séparation des parents...). Les droits des étranger-es sont de plus en plus précarisés.

L'attaque s'inscrit dans l'agenda global du gouvernement : chômage, retraites, logement, santé...

En 2006 déjà, nous étions uni-es contre l'immigration jetable, nous appelons donc à nous mobiliser contre cette réforme qui, si elle était adoptée, accentuerait encore le fait que les étranger-es en France sont considéré-es comme une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir. Il est de la responsabilité de nos organisations, associations, collectifs et syndicats de réagir. Nous appelons à la mobilisation la plus large possible sur tout le territoire :

SAMEDI 25 mars à BOURG

De 10h à 12h, sur le marché côté nord

Rassemblement : Interventions, Expositions, Échanges poético-politiques avec la participation de Voix Mêlées.

A 14h30 Manifestation

départ devant la Préfecture